



**Communauté de Communes
de la Vallée de la Doller
et du Soultzbach**

Statuts
Version 12

Mise en conformité des statuts avec la Loi NOTRe du 7 août 2015
Art. L 5214-16 du CGCT

Préambule

La coopération intercommunale dans la vallée de la Doller est une pratique ancienne, débutée en 1967 par la création d'un Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire, puis la création d'un SIVOM en 1976, regroupant les compétences scolaires et économiques. Le SIVOM de la Doller s'est ensuite étoffé de nombreuses compétences, pour arriver, en 1988, à la conduite d'une politique de Développement Local et à l'élaboration d'une Charte de Développement.

Dans ce contexte, le SIVOM de la Doller a joué son rôle d'outil d'aménagement du territoire, outil désormais obsolète face aux nouvelles règles de coopération intercommunale. La création d'une Communauté de Communes s'inscrit donc dans l'évolution logique de l'intercommunalité pour les 15 Communes du bassin de vie de la Vallée de la Doller et du Soultzbach.

Article 1 : Constitution

En application de l'article L 5214-1 et suivants du code général des collectivités locales :

Il est créé entre les communes de : Burnhaupt-le-Bas, Burnhaupt-le-Haut, Dolleren, Guewenheim, Kirchberg, Lauw, Masevaux-Niederbruck, Le Haut-Soultzbach, Oberbruck, Rimbach-près-Masevaux, Sentheim, Sewen, Sickert, Soppe-le-Bas et de Wegscheid, une Communauté de Communes. Elle prend pour dénomination :

“Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et du Soultzbach”

Article 2 : Sièges

Le siège de la Communauté de Communes est fixé à Masevaux-Niederbruck, 9 place des Alliés.

Les réunions du Conseil de Communauté et du Bureau pourront se tenir au choix, dans les différentes communes adhérentes.

Article 3 : Objet et compétences

La Communauté de Communes **est créée pour conduire l'aménagement et le développement du périmètre concerné.**

Compétences obligatoires

3.1 Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.

3.2. Développement économique dans les conditions prévues à l'art L.4251-17 et notamment hôtel d'entreprise ; création, aménagement, entretien, et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire, promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

3.3. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

3.4. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage

Compétences optionnelles

3.5. Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie

3.6. Politique du logement et du cadre de vie

3.7. Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire

3.8. Action sociale d'intérêt communautaire

- En faveur de la petite enfance
- En faveur de l'enfance
- En faveur de la jeunesse
- En faveur des personnes âgées

Compétences facultatives

3.9. Assainissement

3.9.1. Service Public d'Assainissement Non Collectif

Au bénéfice des communes et des logements du territoire intercommunal ne disposant pas d'assainissement collectif. Ce service comprendra :

- les prestations obligatoires, à savoir : le contrôle obligatoire des installations d'assainissement non collectif existantes sur le territoire de la Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et du Soultzbach ainsi que les contrôles de conception et de bonne exécution des travaux concernant les installations neuves.
- Les prestations optionnelles : réhabilitation des installations existantes et constructions neuves.

3.10. Constitution de réserves foncières

3.11. Urbanisme : instruction des autorisations liées au droit du sol

3.12. Tourisme

- Soutien, par attribution d'une subvention, aux évènements touristiques intercommunaux
- Soutien, par attribution d'une subvention, aux associations locales à vocation touristique

3.13. Gestion d'équipements touristiques d'intérêt communautaire

- Réalisation et gestion des infrastructures nécessaires à la mise en valeur, à l'aménagement et à la promotion touristique du Site Interdépartemental du Ballon d'Alsace comprenant les stations de ski alpin, de loisirs été-hiver, de neige, de montagne et de pleine nature et les sites de ski de fond y compris par transfert de compétence au SMIBA (Syndicat Interdépartemental du Ballon d'Alsace)
- Aménagement, entretien, gestion des infrastructures et superstructures de la ligne ferroviaire de Sentheim à Cernay, déclarée d'intérêt local dans les statuts du Syndicat Mixte du Pays Thur-Doller.
- Soutien, par attribution d'une subvention, aux projets publics de développement touristique du réseau de gîtes de randonnée situés sur le territoire.

3.14. Actions sportives d'intérêt communautaire

Soutien, par subvention, aux évènements sportifs intercommunaux

3.15. Développement culturel d'intérêt communautaire

Soutien, par subvention, aux évènements intercommunaux en faveur de la diffusion et de la création culturelle (musique, cinéma, théâtre, lecture, arts plastiques)

3.16. Développement des transports

Etudes relatives aux transports de proximité

3.17. Développement de l'accès au haut débit d'intérêt communautaire

- Desserte des communes en Haut-Débit en liaison intercommunale par toute technologie adaptée
- Participation à la pose de câble (fibre optique, câble coaxial ou toute technologie adaptée) dans les réseaux communaux par la signature d'une convention de mise à disposition avec chaque commune.
- Prise en charge des abonnements Internet des Mairies des Communes-membres et des structures intercommunales.

- Informatisation, avec accès au câble et à Internet, des écoles élémentaires, primaires et maternelles (matériel informatique et périphériques, abonnement Internet, maintenance informatique, soutien au réseau d'écoles, formation aux enseignants)

3.18. Forêt et filière bois d'intérêt communautaire

Embauche et gestion dans les conditions fixées par l'article L761-4-1 du code rural, en lieu et place des communes, des bûcherons intercommunaux dont la charge est facturée à chaque commune en fonction de la tâche effectuée.

3.19. Opérations de Sécurité d'intérêt communautaire

Etudes de sécurité relatives aux traversées de villages

3.20. Communication – information d'intérêt communautaire

Elaboration et conduite d'une action intercommunale de communication et d'information

3.21. Service incendie d'intérêt communautaire

Prise en charge des contributions des Communes au Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S.)

3.22. Coopération locale

- Elaboration et suivi du projet de Pays de Thur et Doller par adhésion au Syndicat Mixte du Pôle d'équilibre Territorial (PETR) des Vallées de la Thur et de la Doller
- Contribution au Syndicat Mixte des Gardes Champêtres Intercommunaux du Haut-Rhin (Brigades Vertes)

Article 4 : Attribution et réception de fonds de concours

Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Communauté de Communes et les Communes-membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Article 5 : Composition du conseil de communauté et répartition des Conseillers

La communauté de Communes est administrée par un Conseil de Communauté composé par les Conseillers Communautaires, dont le nombre et la répartition sont déterminés par arrêté préfectoral selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Cette répartition tient compte des résultats de chaque recensement officiel, total ou partiel. La population prise en compte est la population municipale avec un réajustement éventuel au renouvellement général du Conseil de Communauté.

Article 6 : Désignation des Conseillers Communautaires

Pour les Communes de 1000 habitants et plus :

Les conseillers communautaires représentant les communes de 1 000 habitants et plus au sein des organes délibérants des communautés de communes sont élus en même temps que les conseillers municipaux et figurent sur la liste des candidats au conseil municipal. Les candidats aux sièges de conseiller communautaire figurent dans l'ordre de présentation dans lequel ils apparaissent sur la liste des candidats au conseil municipal. La liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire est composée alternativement de candidats de chaque sexe.

Pour les Communes de moins de 1000 habitants :

Les conseillers communautaires représentant les communes de moins de 1 000 habitants au sein des organes délibérants des communautés de communes sont les membres du conseil municipal désignés dans l'ordre du tableau.

Lorsqu'une commune ne dispose que d'un seul conseiller communautaire, le conseiller municipal appelé à le remplacer en application des articles L. 273-10 ou L. 273-12 est le conseiller communautaire suppléant qui peut participer avec voix délibérative aux réunions de l'organe délibérant en cas d'absence du conseiller titulaire dès lors que ce dernier en a avisé le président de l'établissement public.

Article 7 : Fonctionnement du Conseil

La Communauté de Communes est responsable, dans les conditions prévues par les articles L5211-15, L2123-31 et L2123-33 pour les Conseillers Municipaux ou les Maires, des accidents survenus aux Membres du Conseil de Communauté et à son Président.

Les conditions de validité des délibérations du Conseil de Communauté et, le cas échéant, de celles du bureau procédant par délégation du Conseil, les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et à la tenue des séances sont celles que fixe le CGCT pour les Conseils Municipaux.

Toutefois, sur la demande de cinq membres ou du président, l'organe délibérant peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Les lois et règlements qui concernent le contrôle administratif et financier des Communes sont applicables à la Communauté de Communes.

Le Conseil se réunit au moins une fois par trimestre, au siège de la Communauté ou dans un autre lieu choisi par le Conseil dans l'une des Communes membres.

Le Président est obligé de convoquer le Conseil à la demande de la majorité des membres du Conseil.

Les règles relatives à l'élection et à la durée du mandat du Président et des membres du Bureau sont celles que fixe l'article L5211-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales pour les Maires et les Adjoints.

L'administration des éventuels établissements issus ou faisant l'objet de la Communauté est soumise aux règles de droit commun.

Article 8 : Rôle du Président

Le président est l'organe exécutif de l'établissement public de coopération intercommunale. Il prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes de l'établissement public de coopération intercommunale.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau.

Il est le chef des services de l'établissement public de coopération intercommunale.

Il représente en justice l'établissement public de coopération intercommunale.

Article 9 : Composition et rôle du Bureau

Le Bureau est composé du Président, et de 1(un) ou plusieurs Vice-Présidents, sans que ce nombre puisse excéder 30% de l'effectif du Conseil de Communauté.

Le Bureau pourra recevoir délégation du Conseil de Communauté dans les conditions prévues par l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 10 : Patrimoine et Personnel de la Communauté

Les biens acquis ou réalisés par la Communauté seront sa propriété. Ils pourront être mis à la disposition des Communes adhérentes.

Reprise du personnel, du patrimoine et des actifs et passifs du SIVOM de la Vallée de la Doller par la Communauté.

Reprise de tous les engagements pris par le SIVOM de la Vallée de la Doller, notamment les contrats et les conventions.

Article 11 : Recettes

Les recettes de la Communauté comprennent :

- les ressources fiscales mentionnées à l'article 1609 quinquies C ou, le cas échéant, à l'article 1609 nonies C du Code général des Impôts ;
- une Taxe Professionnelle de Zone est instaurée sur les Parcs d'activités intercommunaux (voir art 3.1) elle s'applique dans les conditions fixées par l'article 1609 quinquies CII du Code Général des Impôts.
- la Dotation Globale de Fonctionnement ;
- la Dotation de Développement Rural ;
- la Dotation Globale d'Équipement ;
- le Fonds de Compensation pour la TVA ;
- les Fonds de Concours des communes dans les conditions fixées par l'article L5214-16 du CGCT
- le produit des taxes, redevances ou contributions correspondant aux services assurés ;
- les sommes qu'elle reçoit des Administrations publiques, associations ou particuliers en échange d'un service rendu ;
- les subventions de l'Etat, des Collectivités Territoriales, de la Communauté Européenne ou toutes autres aides publiques ;
- le revenu des biens meubles et immeubles de la Communauté de Communes ;
- le produit des emprunts, des dons, des legs.

Article 12 : Dépenses

Les dépenses de la Communauté comprennent :

- Les dépenses de tous les services confiés à la Communauté, au titre des compétences de droit, optionnelles ou facultatives ;
- Les fonds de concours aux communes dans les conditions fixées par l'article L5214-16 du CGCT
- Les dépenses relatives aux services propres à la Communauté.

Article 13 : Comptable public

Le comptable de la Communauté de Communes est le Trésorier de Masevaux.

Article 14 : Admission des nouvelles communes

Conformément à l'article L 5211-18 du CGCT, des communes autres que celles primitivement membres peuvent être admises à faire partie de la Communauté avec le consentement du Conseil de Communauté.

La délibération de celui-ci sera notifiée aux Maires de chacune des Communes membres. Les Conseils Municipaux ont trois mois pour se prononcer dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale à compter de la notification de la délibération de la Communauté de Communes. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La décision d'admission est prise par l'autorité qualifiée.

Article 15 : Retrait d'une commune

Conformément aux articles, L 5211-19 et L 5211-25-1 du CGCT, une commune peut se retirer de la Communauté avec le consentement du Conseil de Communauté. Celui-ci fixe, en accord avec le Conseil Municipal intéressé, les conditions auxquelles s'opère le retrait.

La délibération du Conseil de Communauté est notifiée aux Maires de chacune des Communes membres. Les Conseils Municipaux ont trois mois pour se prononcer à compter de la notification de la délibération de la Communauté à la commune. Le retrait est subordonné à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.

La décision de retrait est prise par l'autorité qualifiée. A défaut d'accord sur les conditions financières et patrimoniales de retrait, celles-ci seront fixées par le représentant de l'Etat dans son arrêté autorisant celui-ci.

Article 16 : Extension des attributions et modification des conditions initiales de fonctionnement ou de durée

L'extension des compétences est régie par les dispositions du CGCT.

Les modifications statutaires diverses sont régies par les articles L 5211-20 et L5211-20-1 du CGCT.

Article 17 : Adhésion de la Communauté à un autre Etablissement Public de Coopération Intercommunale

L'adhésion de la Communauté à un Syndicat Mixte est subordonnée à l'accord des Conseils Municipaux des Communes membres de la Communauté, donné dans les conditions de majorité qualifiée prévues à l'article L 5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales pour la création.

Article 18 : Durée

La Communauté est créée pour une durée illimitée.

Elle est dissoute dans les conditions définies par les articles L 5214-28 et L 5214-29 du CGCT.

Article 19 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur préparé par le Bureau sera proposé au Conseil de Communauté ;

Une fois adopté par le Conseil, il sera annexé aux présents statuts.